



LE MONDE

JURIDIQUE

LE MAGAZINE DES JURISTES DU QUÉBEC

Volume 22, numéro 4

4^s

«Changement de la garde chez Norton Rose Fulbright à Montréal»

Solomon Sananes devient le nouvel associé directeur, succède à Jean G. Bertrand



Solomon Sananes



Jean G. Bertrand

- Première femme avocate associée dans un grand cabinet
Me Hélène Leroux est devenue romancière
- L'Afrique du Sud de Nelson Mandela décerne sa plus haute distinction à Brian Mulroney

EXPERTISE JURICOMPTABLE: L'IMPACT D'UNE ÉQUIPE EXPÉRIMENTÉE

Présent dans plus de 40 villes en Amérique du Nord, en Asie et en Europe, NAVIGANT regroupe le plus grand nombre d'experts en JURICOMPTABILITÉ ET ENQUÊTES FINANCIÈRES au Québec.

CE QUI NOUS DISTINGUE: nos compétences, notre grande expérience et notre indépendance.

Parmi nos services offerts au milieu juridique, notons les suivants:

- » Quantification du préjudice économique dans le cadre d'un litige ou d'une réclamation d'assurance
- » Enquêtes sur des soupçons et/ou allégations d'irrégularités, de fraude ou de corruption
- » Détermination d'une perte d'exploitation et évaluation d'entreprises
- » Ruptures de contrats et différends contractuels
- » Assistance lors de procès, témoignages et rapports d'experts

Nos associés et directeurs au Québec

Richard Forand
CPA, CA, CA•EJC, MBA
514.227.6159

Alain Lajoie
FCPA, FCA, CA•EJC, MBA
514.227.6163

Jonathan Allard
CPA, CA, CA•EJC, EEE, MBA
514.227.6158

Paul Levine
FCPA, FCA, CA•EJC, EEE
514.227.6162

Michel Hébert
CPA, CA, CA•EJC
514.227.6171

François Auclair
CPA, CA, CA•EJC, CFF, CFE
514.227.6183



NAVIGANT

navigant.com

Montréal: 514.798.5874 | Québec: 418.780.5874

LITIGE & ENQUÊTES • FINANCE & ÉCONOMIE • CONSEILS FINANCIERS • CONSEILS EN GESTION

Solomon Sananes devient le nouvel associé directeur, succède à Jean G. Bertrand

Par André Gagnon

Norton Rose Fulbright Canada a annoncé que Solomon Sananes est le nouvel associé directeur de son bureau de Montréal avec prise d'effet le 1er avril 2015. Il remplace à ce poste Jean G. Bertrand qui l'a occupé depuis juillet 2010 avant qu'Ogilvy Renault intègre le cabinet global Norton Rose et fusionne ensuite avec Fulbright pour devenir l'actuel Norton Rose Fulbright.

Solomon Sananes est également coresponsable de l'équipe Financement des sociétés et valeurs mobilières et siège au comité de direction national.

Lors de la nomination de Solomon Sananes, Charles Hurdon, associé-chef de la direction de Norton Rose Fulbright Canada a affirmé : « Nous félicitons Solomon pour sa nomination à titre d'associé directeur du bureau de Montréal. Solomon a prouvé qu'il est un leader solide et son sens aigu des affaires, son expérience ainsi que ses excellentes compétences relationnelles continueront à profiter au cabinet et à nos clients. »

« Je me réjouis à l'idée d'assumer mes nouvelles fonctions au bureau de Montréal. Grâce à notre connaissance approfondie de secteurs d'activité clés, à nos ressources et à notre capacité de répondre aux besoins de nos clients à l'échelle locale ainsi qu'à leurs besoins en croissance au Canada et à l'échelle internationale, nous occupons une place unique en tant que prestataire de



Solomon Sananes

Jean G. Bertrand

services juridiques à Montréal, dans le reste du Canada et dans le monde», a déclaré Solomon Sananes, le nouvel associé-directeur.

Solomon Sananes s'occupe de financement des sociétés et de valeurs mobilières, de fusions et acquisitions ainsi que de gouvernance.

Le répertoire juridique canadien Lexpert lui octroie un classement en financement des sociétés et valeurs mobilières ainsi qu'en fusions et acquisitions, Best Lawyers in Canada, en droit des sociétés, fusions et acquisitions, valeurs mobilières, financement et financement de projets, et dans son édition de 2004, le magazine Lexpert l'a classé parmi les « 40 meilleurs avocats de moins de 40 ans », et en 2006, parmi les

« 40 avocats à surveiller ». Il est parfaitement bilingue et pratique tant en anglais qu'en français.

La nomination de Jean G. Bertrand à titre d'associé-directeur de son bureau de Montréal a été annoncée par Ogilvy Renault le 5 juillet 2010.

« Jean incarne parfaitement les valeurs du cabinet et a déjà démontré qu'il était non seulement un grand leader, mais aussi un joueur d'équipe, a déclaré John Coleman, alors associé-chef de la direction d'Ogilvy Renault. Il possède un bon sens des affaires et d'excellentes capacités relationnelles qu'il saura mettre au profit de la croissance du bureau de Montréal et au service de ses clients.»

Associé principal du cabinet et avocat émérite du Barreau du Québec, M. Bertrand est un praticien de premier plan en litige commercial et corporatif. Il succède à John Coleman qui a occupé ce rôle à titre intérimaire pendant un an.

« C'est un privilège pour moi d'assumer ce nouveau rôle au sein du cabinet à Montréal, expliquait alors Jean Bertrand. Je me donne pour mandat principal d'accroître la visibilité du cabinet auprès de nos clients et de la communauté d'affaires en général. Pour ce faire, j'entends continuer de miser sur une de nos valeurs distinctives, le travail d'équipe. La qualité et le dynamisme de nos équipes de pratique, la profondeur de notre expertise et notre capacité à appuyer efficacement notre clientèle dans l'atteinte de ses objectifs d'affaires ont permis à Ogilvy Renault de se tailler une réputation de chef de file dans le domaine des services juridiques, à Montréal et dans le reste du Canada. Nous demeurerons fidèles à cet engagement de qualité», disait Jean Bertrand.

Jean Bertrand oeuvrait alors principalement dans les domaines de l'arbitrage, des litiges commerciaux et corporatifs et des recours collectifs ainsi que dans divers secteurs du droit administratif, particulièrement ceux ayant trait à la réglementation à caractère économique, tels la concurrence, les transports, les échanges commerciaux internationaux et l'énergie. Il a été administrateur national du groupe Litiges pendant six ans. En plus d'être avocat émérite du Barreau du Québec, il est Fellow de l'American College of Trial Lawyers, l'une des plus prestigieuses associations d'avocats en Amérique du Nord, et Fellow du Litigation Counsel of America.

Depuis deux fusions ont transformé ce grand cabinet en un cabinet international rivalisant avec les plus influents dans le monde dont les mandats s'accroissent avec une clientèle qui déborde les cadres du Québec, du Canada pour répondre aux services juridiques qu'exigent les plus grandes sociétés multinationales, plurinationales, globales, les gouvernements et leurs émanations, les caisses de retraite, les grands fonds publics et privés qui ont besoin d'être représentés dans leurs transactions transnationales par des avocates et avocats qui possèdent la compétence et la profondeur pour prendre en main les nombreux défis qui leur sont présentés à l'échelle de la planète.

Montréal demeure un plaque tournante importante pour les mandats locaux et internationaux des grandes sociétés d'ici qui font affaires de plus en plus à l'étranger. Également, les équipes de Norton Rose Fulbright à Montréal s'intègrent à celles des autres cabinets du réseau de cette multinationale des services juridiques avec plus de 3800 avocats répartis sur tous les continents dont 600 au Canada dans les principales villes du pays.

NOMS DES ASSOCIÉS DIRECTEURS DES PRINCIPAUX CABINETS

BCF :	Me P Mario Charpentier
Blakes :	Me Robert Torralbo
Borden Ladner Gervais :	Me John Murphy
Davies Ward Phillips & Vineberg :	Me Pierre-André Themens
Dentons :	Me Claude Morency
Fasken Martineau :	Me Eric Bédard
Gowlings :	Me Joëlle Boivert
Lavery :	Me Don McCarty
McMillan :	Me Andrew Kent
Miller Thomson :	Me Bernard Blouin
McCartjy Tétrault :	Me Kim Thomassin
Osler Hoskins & Harcourt :	Me Shamir Guindi
Stikeman Elliott :	Me André Roy

Brian Mulroney décoré de l'Ordre des compagnons d'O.R. Tambo en Afrique du Sud

L'Ordre des Compagnons d'O.R. Tambo, a été décerné à Brian Mulroney de Norton Rose Fulbright par le président sud-africain Jacob Zuma, le 27 avril 2015, Jour de la Liberté, à Pretoria, la capitale de l'Afrique du Sud.

Norton Rose Fulbright félicite son associé principal, le très honorable Brian Mulroney, qui se verra décerner la distinction de l'Ordre des compagnons d'O.R. Tambo en Afrique du Sud dans la catégorie Or. Cet honneur lui sera remis par le président sud-africain Jacob Zuma à l'occasion d'une cérémonie d'investiture qui aura lieu à Pretoria le 27 avril 2015, Jour de la Liberté.

Les ordres nationaux représentent les plus hautes distinctions remises par l'Afrique du Sud à ses citoyens et à des dignitaires étrangers ayant contribué à l'avancement de la démocratie et ayant collaboré de façon importante à l'amélioration de la vie des Sud-Africains. Les ordres nationaux récompensent également les personnes ayant contribué à faire de l'Afrique du Sud un pays démocratique et prospère, exempt de racisme et de sexisme, comme le prévoit sa constitution.

Norman Steinberg, vice-président mondial de Norton Rose Fulbright et président de Norton Rose Fulbright Canada, s'est exprimé ainsi :

« Nous désirons féliciter le premier ministre Mulroney de ce grand honneur. Il s'agit d'un hommage à la hauteur du rôle de premier plan joué par son gouvernement dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et d'un autre témoignage durable de son leadership au Canada et à l'échelle mondiale. Nous sommes très fiers de Brian Mulroney et très heureux de lui voir décerner cette distinction pleinement méritée. »

La Présidence de la République sud-africaine a déclaré que



Brian Mulroney

M. Mulroney recevra cet ordre national en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle au mouvement de libération de l'Afrique du Sud. Son appui indéfectible à la libération de Nelson Mandela et à l'imposition de sanctions au régime d'apartheid sud-africain a permis à l'Afrique du Sud de devenir un pays libre, démocratique, non sexiste et non raciste.

La cérémonie de 2015 sera la 21e cérémonie d'investiture depuis l'instauration du nouveau système d'ordres nationaux en Afrique du Sud, contribuant à l'unité, à la réconciliation et à la construction de la nation sud-africaine. Parmi les récipiendaires précédents de l'Ordre des compagnons d'O.R. Tambo, catégorie Or, notons :

- Mahatma Gandhi, 2002 (à titre posthume)
- Martin Luther King, Jr., 2004 (à titre posthume)
- Le sénateur Edward M. Kennedy, 2012 (à titre posthume)

La déclaration de la Présidence de la République sud-africaine à l'intention des médias au sujet des ordres nationaux se trouve à <http://www.thepresidency.gov.za/pebble.asp?relid=19499>



M. Mulroney, alors qu'il était premier ministre du Canada, a joué un rôle capital dans la lutte contre l'apartheid. Nelson Mandela a déjà révélé que c'est lui, le véritable responsable de sa libération de prison après 27 ans d'incarcération. Mandela sur la photo était accueilli par Brian Mulroney à l'aéroport d'Ottawa. On aperçoit Mandela et Mulroney alors que Luc Lavoie, chef de cabinet adjoint, présente au futur citoyen honoraire canadien, sa fille Alexandra au début des années 1990.



Brian Mulroney acclamé par ses pairs



*De gauche à droite sur la photo : Yves Bourget, président de la Fondation de l'Université Laval, Eugénie Brouillet, doyenne de la Faculté de droit, l'honorable Brian Mulroney, Denis Brière, recteur de l'Université Laval, Anne Demers, présidente-directrice-générale de l'ADUL, et Alain Héroux, président du club des diplômés de Montréal.
Crédit-photo : Jean-Luc Laporte*

Monsieur Pierre Garceau, président directeur-général du CQF remettant le Maillon d'or à Me Stéphane Teasdale.

Lors du gala annuel du Conseil québécois de la franchise, Stéphane Teasdale s'est vu décerner le prix Hommage.

Ce gala annuel réunit tous les acteurs importants du milieu de la franchise au Québec (franchiseurs, franchisés et fournisseurs) et honore l'excellence en franchise. Son Conseil décerne chaque année, le prix Hommage à une personne considérée comme étant un incontournable et qui a contribué de façon significative et positive au domaine de la franchise au cours de sa carrière. Les récipiendaires passés de ce prix incluent M. Jean-Pierre Léger du Groupe St-Hubert, Me Jean H. Gagnon, Mme Cora Tsooufidou du Groupe Cora et quelques autres. Stéphane est le 2e avocat à recevoir cet honneur.



Première femme avocate associée dans un grand cabinet

Me Hélène Leroux est devenue romancière

Sous le nom de plume Hélène de Sales Bastien, Me Hélène Leroux nous donnait en 2004 un premier roman, suivis de deux autres romans au fil des ans.

Nous avons rencontré l'auteure pour lui poser quelques questions sur son parcours professionnel et son changement de carrière. Alors, voici:

Bachelière ès arts après un cours classique au Collège Basile-Moreau à Ville Saint-Laurent, Me Hélène Leroux entre à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal avec l'idée de devenir notaire comme son arrière-grand-père Me François de Sales Bastien, notaire à Vaudreuil.

Pendant ses études de droit, elle travaille durant quelques étés chez Geoffrion Prud'homme, alors étude légale réputée de Montréal. C'est ainsi qu'elle se rend compte qu'une pratique d'avocate plaideuse serait un meilleur choix pour elle. Après y avoir fait son stage, elle joint cette étude comme avocate en juin 1970. Dès le début de sa carrière, elle plaide beaucoup, surtout en droit matrimonial et en responsabilité automobile (nous sommes alors avant le no-fault).

Puis elle joint comme sociétaire une autre étude légale, Laing Weldon Courtois Clarkson Parsons Gonthier et Tétrault (l'ancêtre de McCarthy Tétrault) où elle est, quelques années plus tard, la première femme à y devenir associée.

Sa pratique du droit continue comme plaideuse: responsabilité professionnelle, droit successoral, droit administratif, droit commercial. Il faut ajouter à ça tout le domaine du droit du travail: négociations de conventions collectives,



Me Hélène Leroux

griefs à l'arbitrage, Tribunal du travail, CSST, CALP, injonctions, plaintes pénales etc.

En plus de sa pratique du droit, elle participe durant quelques années au Ouï-Dire, le Journal des avocats du Jeune Barreau de Montréal avec, entre autres, sa consoeur Me Ginette Piché, comme elle était alors. Elle y écrit des articles de fond et, pour divertir, une chronique sous le pseudonyme Me Jean C. Encor.

Plus tard, Me Hélène Leroux agit comme aviseure légale au siège social d'une multinationale, pendant plusieurs an-

Suite à la page 10

Volume 22, numéro 4

LE MONDE JURIDIQUE

642, rue Pierre-Tétrault
 Montréal, (Québec)
 H1L 4Y5
 (514) 353-3549

Courriel : agmonde@videotron.ca
 Internet : www.lemondejuridique.com
 Facebook : Magazine Le Monde Juridique

Rédacteur en chef

André Gagnon, B. A., LL. L.

Adjointe à la rédaction

Jeanne d'Arc Tissot

Saisie de textes

Louis-Benjamin Gagnon

Publicité

642, rue Pierre-Tétrault
 Montréal, (Québec) H1L 4Y5
 Tél.: (514) 353-3549

Tirage et distribution

Zacharie Gagnon

Abonnement:

Mme Jeanne D'Arc Tissot
 Téléphone: (514) 353-3549

Infographie

Image-innée

Photographie

Paul Ducharme, Photographe

Le Monde Juridique est publié par
 Le Monde Juridique Inc.

Président et Éditeur: André Gagnon

La revue Le Monde Juridique paraît dix fois l'an.
 L'abonnement est de 40 \$ par année.
 (On peut aussi se la procurer à la librairie
 Wilson et Lafleur).

Le magazine Le Monde Juridique est indexé dans
 Canadian Advertising Rates and Data (Card).
 COPYRIGHT 2015 - LE MONDE JURIDIQUE.
 La reproduction totale ou partielle des articles est
 formellement interdite sous peine de poursuite.

«Changement de la garde chez Norton Rose Fulbright à Montréal»
 Solomon Sananes devient le nouvel associé directeur, succède
 à Jean G. Bertrand

Par André Gagnon..... 3

Brian Mulroney décoré de l'Ordre des
 compagnons d'O.R. Tambo en Afrique du Sud..... 5

Première femme avocate associée dans un grand cabinet
 Me Hélène Leroux est devenue romancière
 7

Le WWW.CAIJ.QC.CA :
 point de départ de vos recherches juridiques..... 11

Chronique automobile : Lexus ES 350 La simple élégance
Par Michel Crépault..... 13

Lu Chan KHUONG, Ad.E au Batonnât en 2015..... 16

Un barreau à votre image..... 18

Luc Deshaies : Candidat au poste de Bâtonnier du Québec..... 19

Me Ian Solloway : Me Gentleman..... 20

Décès Sénateur Pierre-Claude Nolin..... 21

Mérite 2015 et Mérite Innovations 2015
 Le Barreau du Québec honore trois avocats et un organisme
 22

Demandez une experte
Par Olga Shevchenko..... 25

Regards 360° 10/11/12 juin à La Malbaie
 Coup d'oeil sur le Congrès 2015 du Barreau du Québec
 26

Le Barreau du Québec remet le Mérite Christine-Tourigny
 à Me Nathalie Des Rosiers, C.M., O.Ont.
 28

Une nouvelle adresse pour Dunton Rainville à Laval..... 30

SténoFac Inc.

Tous les services aux portes du palais...

**Une équipe bilingue de 17 sténographes
 à la fine pointe de la technologie
 à l'ère du numérique**

*Notre équipe bilingue de sténographes expérimentées vous offre la possibilité d'obtenir vos transcriptions
 au jour le jour, via Internet, en format condensé avec index de recherche ou en tout autre format que vous souhaitez.*

- Transcription à partir de CD, vidéo, répondeur
- Prise de vidéo
- Déposition par téléphone
- Vidéo conférences
- Salle d'interrogatoire

TOUS LES SERVICES AUX PORTES DU PALAIS..... UN SEUL NUMÉRO (514) 288-1888

50 De Brésolles, Montréal (Québec) H2Y 1V5

Télécopieur : (514) 288-4888 • Courriel : stenofac@stenographe.com • Internet : www.stenographe.com

TARZI

Collection printemps-été

Salle 109

Habits Baumler, Copley, Peter Miller
Tissus: Cerruti, Loro Piana, Ermenegildo Zegna
régulier de 895 \$ à 1295 \$ réduit

de 25%, 35% et 50%

Chemises habillées de 125 \$ à 200 \$ réduit à 50%

Salle 112

Habits: tissus Reda, Marzotto, régulier
595 \$, 695\$ et 795 \$

réduit de 50%

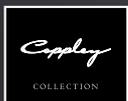
Rendez-vous - service à domicile ou au bureau :

Richard | 514.497.9743

Daniel | 514.235.7385 | Gary | 514.862.8854

Cathy | 514.739.6298 cell. : 514.464-3182

Lundi au samedi de 10h à 18h | Dimanche de 10h à 15h



BÄUMLER



PETER MILLAR



DORMEUIL

Lipson - Klaus Boehler - Ingram



BRUNO
SAINT HILAIRE



2 salles de montre pour mieux vous servir

3850, Jean-Talon Ouest, bur. 109 VMR (Qc) H3R 2G8 514.739.6298

www.tarzi.ca

nées. C'est alors pour elle une pratique qui touche au droit corporatif, au droit administratif ainsi qu'au droit commercial. Elle assure également la coordination entre les divers procureurs de la corporation à travers le Canada.

Elle nous parle de son changement de carrière: « L'idée d'écrire, je l'ai toujours eue. Ce n'était qu'une question de temps. Et avec les années, cette question est évidemment revenue: quand vais-je me décider à écrire? c'est-à-dire quand vais-je écrire autre chose que des procédures, des notes et autorités, des factum, des opinions, des contrats, des conventions collectives, des baux commerciaux? Je ne voulais jamais avoir un jour à me poser la question: Je me demande si ...? What if? »

C'est vrai que dans un sens, il s'agit pour elle d'une nouvelle carrière. Mais c'est un changement dans la continuité, et qui assure une activité intellectuelle stimulante. Hélène de Sales Bastien écrit des romans juridiques. C'est pour elle une certaine façon de pratiquer le droit en pleine satisfaction: le domaine choisi, sans client, sans délais, sans pression. L'auteure est seule maîtresse à bord, et ses seules limites sont celles qu'elle s'impose. Au point de vue légal, ses romans sont rigoureusement exacts. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle situe les actions dans le temps, elle les date, à cause de l'évolution du droit.

L'auteure aime privilégier le point de vue du client plutôt que celui de l'avocat. Pour elle, c'est une façon intéressante de présenter le droit en action. Son lectorat, d'ailleurs, apprécie en général l'information jointe au divertissement.

Le premier roman, Le testament de tante Vitaline, est un roman juridique où le lectorat finira par savoir qui va hériter. Le deuxième roman, La succession Delorme, révélera où est l'argent. Le troisième roman, McAllister Landry avocats, n'est pas un roman juridique per se. Il s'agit plutôt d'une histoire d'amour dont l'action se situe dans un bureau d'avocats. Peut-être que le quatrième roman, qui est déjà en chantier, sera un peu des deux.

« À chaque roman, comme je fais de nombreuses recherches, sur un tas de sujets, juridiques ou autres, j'en apprend toujours, et c'est intellectuellement très stimulant. »

Les femmes associées représentent 20% de l'ensemble» déclare Me Kim Thomasset, associée-directrice du cabinet McCarthy Tétrault au Québec.

445, rue Saint-Vincent
Montréal (Québec)
H2Y 3A6
Tél. 514.842.3901
1.800.831.3901
Télec. 514.842.7148
www.delavoy.ca

Confection
DE LAVOY
depuis 1980



Service personnalisé

Toges et accessoires
vestimentaires
pour profession juridique
et magistrature

Location et vente
tuxedos et accessoires,
toges, mortiers et épitoges
pour collation des grades

Nettoyage et réparation
de vêtements
de tout genre

Le WWW.CAIJ.QC.CA : point de départ de vos recherches juridiques

Vous cherchez une décision de Common Law ou d'un tribunal administratif du Québec?

JuriBistroMD UNIK est la porte d'entrée vers un éventail de 1 600 000 documents papier ou numériques d'information juridique. C'est le moteur de recherche qui interroge simultanément le catalogue de bibliothèque, le texte intégral de l'ensemble de la jurisprudence des tribunaux fédéraux et d'autres provinces et des tribunaux judiciaires et administratifs du Québec. Vous y trouverez également toute la législation en vigueur au Canada en texte intégral, en plus de repérer la doctrine en texte intégral disponible dans eDOCTRINE et en bibliothèque, de même que des articles de périodiques. À l'aide d'un système convivial d'affinage des résultats, vous pouvez restreindre rapidement votre recherche aux éléments les plus pertinents.

Vous recherchez de la doctrine, des publications ou des articles en texte intégral pour vous aider à documenter votre dossier?

JuriBistroMD eDOCTRINE est l'outil qui permet d'accéder à l'ensemble des publications disponibles en texte intégral sur le site du CAIJ. Parmi ces publications, nous retrouvons une sélection de plus de 100 ouvrages des Éditions Wilson & Lafleur incluant les Alter Ego, la Collection de droit de l'École du Barreau du Québec, les Développements récents ainsi que des bulletins en provenance de plusieurs cabinets d'avocats.

Vous voulez accéder à des lois annotées?

JuriBistroMD eLOIS est l'outil de lois annotées du CAIJ. Il permet de consulter le texte intégral français et anglais de 22 lois, soit 19 lois du Québec et 3 lois fédérales. En un seul clic, vous obtenez la jurisprudence en temps réel pour un article de loi, les doctrines qui le citent, les règlements pertinents, débats parlementaires, mémoires du Barreau et questions TOPO afférentes. Sachez que certaines lois québécoises et fédérales sont enrichies des annotations des Alter Ego publiés par les Éditions Wilson & Lafleur. Vous trouverez



Me Marie-Josée Garneau, présidente du CAIJ

ainsi toute l'information pertinente à vos recherches législatives centralisée dans un seul et même produit.

Un sujet de recherche où vous êtes moins familier? Démarrez votre recherche dans TOPO.

JuriBistroMD TOPO est la banque de questions de recherche du CAIJ qui contient plus de 4 600 fiches documentées sur quelque 55 domaines de droit. Chacune d'elles renvoie aux sources de droit les plus utiles repérées par les recherchistes du CAIJ. Les questions sont inspirées des demandes fréquemment formulées au service de recherche et, dans certains cas, sont rédigées par des praticiens qui œuvrent dans ces domaines.

Tel que le résumant Mes Denis Le May et Martin Thiboutot dans l'ouvrage Documentation juridique : recherche, rédaction et références : « Pourquoi réinventer la roue? Si je peux trouver une question déjà formulée et des pistes de

recherche, je la récupère en tout premier lieu. Existe-t-il une banque ou un lieu centripète qui regroupe des questions de recherche? Réponse: Oui, et ce lieu, c'est TOPO. »

Le temps vous manque et vous souhaitez approfondir votre recherche?

Contactez dès maintenant le Service de recherche du CAIJ. Moyennant certains frais de base, une équipe de chercheurs professionnels est à votre disposition pour vous aider à trouver un document ou pour vous assister dans votre recherche, quel que soit le domaine de droit ou la compétence législative. Vous recevrez sous forme de liens ou en pièces jointes tous les documents accessibles gratuitement en version intégrale et jugés pertinents pour votre recherche.

Qu'attendez-vous pour vous prévaloir des produits et services du CAIJ?

À titre de leader en matière de diffusion de l'information juridique, le CAIJ offre la plus grande collection de doctrine en ligne accessible au Québec et met ainsi à la disposition de sa clientèle des produits et services à la fine pointe de l'actualité juridique. Il est à noter que les données de CanLII sont également intégrées dans la base de données du CAIJ.

Pour Me Marie-Josée Garneau, présidente du Conseil d'administration du CAIJ, « le CAIJ est une organisation centrée sur les besoins des avocates et avocats, tant au niveau

de l'accès à un réseau de bibliothèques moderne que de l'accès à une bibliothèque virtuelle performante et accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, peu importe où nous pratiquons.»

Saviez-vous que ?

Le CAIJ détient une importante collection papier en droit étranger, notamment en droit américain, français, britannique ainsi qu'une collection de base en droit international.

Saviez-vous que ?

Le CAIJ est la plus grande source d'accès à l'information juridique au Québec et figure parmi les plus importantes collections privées de droit en Amérique du Nord.

Ajouts récents à la collection numérique du CAIJ

- 54 titres des Éditions Wilson & Lafleur parus entre 1999 et 2013 ont été intégrés à JuriBistroMD eDOCTRINE portant ainsi la collection à plus de 100 ouvrages;
- Les versions annotées du Code de la sécurité routière et de la Loi sur la protection de la jeunesse ont été ajoutées dans eLOIS;
- L'Alter Ego Loi sur la faillite et l'insolvabilité et les éditions 2014 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les normes du travail sont maintenant en ligne dans eLOIS.



CENTRE D'ACCÈS À
L'INFORMATION JURIDIQUE

2X PLUS
de doctrine

DES ÉDITIONS
Wilson & Lafleur

Le Centre d'accès à l'information juridique a ajouté à sa collection électronique **54 TITRES** des Éditions Wilson & Lafleur parus entre 1999 et 2013.

Cette collection compte maintenant **PLUS DE 100 OUVRAGES** dans JuriBistro^{MD} eDOCTRINE.

www.caij.qc.ca • Le CAIJ soutient votre pratique

La simple élégance

Par Michel Crépault
Coéditeur de L'Annuel de l'automobile

J'ai toujours pensé que le nom Lexus avait été brillamment choisi. Nous sommes dans les années 80 et Toyota, une compagnie qui a de plus en plus confiance en ses moyens, décide de frapper un grand coup tout en ripostant à sa rivale Honda qui vient de lancer Acura, une division centrée sur l'automobile de luxe. Toyota décide donc à son tour d'envahir l'univers du prestige.

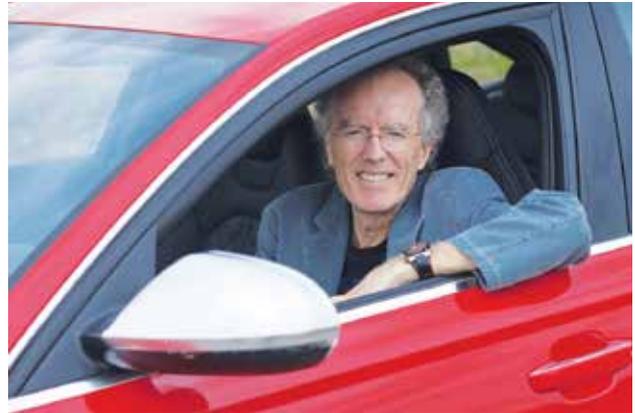
Quand elle commercialise en 1989 la limousine LS 400 et la berline intermédiaire ES 250, les deux premières Lexus à débarquer sur nos rives, les amateurs de belles voitures savent que leur magasinage n'en sera désormais que plus complexe.

Le nom Lexus transmet immédiatement un message clair. Il faut dire aussi que rares sont les lancements d'une nouvelle marque aussi bien réussis ! La LS 400 se fait immédiatement encenser par les critiques, à un point tel que BMW et Mercedes-Benz voient leurs ventes en souffrir.

La ES, de son côté, se fait gentiment reprocher de n'être qu'une Camry endimanchée et de proposer une conduite trop aseptisée. À vrai dire, cette dernière critique restera longtemps accolée à toute la gamme Lexus. On ne reprocha pas toutefois à la ES son prix d'entrée attrayant qui permet à l'acheteur de mettre les pieds dans un club ouaté.

Depuis cette première ES, bien des choses ont changé. Tout d'abord, elle n'est plus la moins chère des Lexus, cet honneur appartenant maintenant à la CT 200h. Ensuite, la sixième génération de ES dévoilée au salon de l'auto de New York en 2012 partage désormais autant de points communs avec la Camry qu'avec la grande berline Avalon.

Surtout, les dirigeants de Toyota avaient annoncé en



grandes pompes que leurs Lexus distilleraient enfin de la passion. Sur le coup, on a presque cru à un canular, connaissant le conservatisme de la marque. Mais les patrons ont tenu parole. Ça se voit à l'extérieur, où les carrosseries Lexus n'ont jamais été autant sculptées pour faire jaser, et ça se ressent quand le pied droit écrase l'accélérateur.

Sauf que, dans le cas de la ES, on a jugé préférable d'y aller mollo avec les changements drastiques.

Oui, si jadis une ES donnait envie de bailler aux corneilles, ses deux modernes héritières, la 350 et l'hybride 300h, marient l'élégance et le dynamisme, mais sans pour autant rejeter la sobriété. En fait, si la majorité des nouvelles Lexus proposent des looks étonnants, la ES préfère maintenir une certaine tradition. Après tout, puisqu'elle s'avère le modèle de la marque le plus vendu aux États-Unis depuis 15 ans, pourquoi gâcher la sauce ?

La grille surdimensionnée en forme de sablier – la nouvelle signature de Lexus – domine la calandre. Le capot et les bas de caisse sont ciselés de manière à afficher un peu de muscle. Le toit panoramique en verre teinté s'agence bien avec les nouvelles proportions allongées. Mais, dans l'ensemble, la coque reste sage. Fluide, élégante, posée. Et l'unanimité règne : voici la plus belle ES dessinée à date.



L'habitacle gagnant

Puisque le propriétaire typique d'une Lexus ES ne cherche ni à épater la galerie, ni à jouer aux pilotes de course, c'est dans l'habitacle qu'il faut le convaincre. Heureusement, à cet égard, Lexus frappe un coup de circuit.

De prime abord, c'est l'ergonomie et le choix des matériaux qui séduisent. La disposition de la planche de bord à l'horizontale donne non seulement une impression d'espace, mais procure aussi un sentiment de solidité, à la manière des allemandes. La qualité des matériaux émerveille. On y retrouve notamment de l'ébène véritable et du cuir garni de surpiqures ajoutées à la main par l'un des 12 maîtres « takumi » (artisan) formés par Lexus.

Avec de l'espace à profusion pour les cinq occupants et

une bonne position de conduite immédiatement trouvée, la question du confort ne se pose même pas. D'ailleurs, si Lexus n'avait pas rapidement formulé sa propre recette infaillible du confort, la marque ne jouirait pas de sa renommée actuelle.

De petits bémols entachent le portrait. Ainsi, le système d'infotainment (qui amalgame les données du véhicule, de la navigation et du divertissement) présente une apparence banale, peut-être volontairement conventionnelle. En revanche, la souris « remote touch » optionnelle, qui contrôle les 1001 fonctions, pousse sans doute le modernisme un peu loin. Il faut aussi noter que Lexus propose trois groupes d'options, soit Touring, Technologie et Exécutif, qui vous feront facilement ajouter 10 000\$ en options diverses.

Mécaniquement parlant, Lexus offre le choix entre un V6 3,5L de 268 chevaux jumelé à une transmission automatique à 6 vitesses, et un 4-cylindres à cycle Atkinson DACT couplé à un moteur électrique qui, ensemble, délivrent 200 chevaux. Cette motorisation hybride n'est disponible qu'avec la transmission CVT. Dans les deux cas, ce sont les roues avant qui sont entraînées.

Bien entendu, la version hybride détient un avantage considérable au plan de la consommation de carburant



(autour de 5 litres aux 100 km en faisant attention) et des émanations polluantes. En revanche, elle procure moins de puissance et sa transmission CVT affecte la finesse de roulement du véhicule. Il est donc important de bien évaluer ses priorités et d'essayer les deux modèles avant de prendre une décision.

Comportement doux

La Lexus ES est la voiture à prescrire si le confort et la tranquillité d'esprit font partie de vos critères d'achat prioritaires, si le fait de vous « amuser au volant » vous importe autant qu'un rhume de cerveau. La direction n'est pas particulièrement précise. La transmission du modèle équipé du V6 travaille en souplesse mais prend un peu de temps à répondre si on lui en demande trop.

Mais mettez ces détails de côté et vous serez agréablement surpris par la douceur de roulement de la ES. Elle est silencieuse, surtout nantie du V6. La suspension boit les irrégularités de la route comme un buvard. La direction, à défaut d'être chirurgicale, est légère et demande très peu d'efforts de la part du conducteur. Additionnez cette aisance à la qualité d'assemblage des matériaux, à l'opulence générale de la cabine et la ES devient un cocon dans lequel il devient



très facile d'oublier le stress du quotidien et de sillonner le Québec en étant bercé par les beaux décibels de la sono Mark Levinson (optionnelle et recommandée).

Si plusieurs constructeurs tentent aujourd'hui de pimenter leurs produits, et s'il est vrai que Lexus fait de même, la ES reste plutôt fidèle à une clientèle plus conservatrice, à la recherche d'un véhicule luxueux, serein et fiable. Grâce à son habitacle très réussi et au confort de roulement, en plus de sa fiabilité et sa valeur de revente reconnue, la ES demeure pour certains acheteurs un véhicule hautement recommandable.

Lu Chan KHUONG, Ad.E au Batonnât en 2015

www.votrebarreau.ca

Je suis actuellement vice-présidente du Barreau du Québec et candidate au bâtonnat en 2015. Je vous présente ma plateforme qui s'articule autour de 4 thèmes : Pour une cotisation juste, pour une profession inclusive, pour nos jeunes membres et pour réflexion sur une mission claire.

Pour une cotisation juste

Quel est mon rôle principal à titre de vice-présidente du Barreau du Québec? Je préside le comité des finances et je suis responsable des finances de l'Ordre. Je suis très au fait de sa situation financière. Depuis juin 2014, je m'affaire à atteindre un objectif fondamental, celui de réduire la cotisation annuelle que je juge excessive. Le statu quo n'est plus acceptable. La capacité de payer des membres a atteint ses limites.

Diminution de la cotisation annuelle

Sous ma direction, le Barreau affiche en date du 31 mars 2015, un surplus de 2.3 millions \$. Par conséquent, nous accorderons un rabais de 100\$ dès janvier 2016. Une première dans les annales du Barreau. Cette résolution fera l'objet d'une décision à l'assemblée générale de juin prochain. En 2014-2015, sous ma gouverne aux finances, une période de révision des dépenses a débuté. Elle doit absolument se poursuivre.

Ajustement de la prime d'assurance professionnelle

En plus d'une diminution de la cotisation, je prône un ajustement à la baisse de la prime d'assurance responsabilité. La couverture actuelle est de 10 000 000 \$ soit 10 fois plus élevée qu'ailleurs au Canada. Je propose de la ramener à 2 000 000 \$, réduisant ainsi la prime annuelle de 1 200 \$ à



Lu Chan Khuong

700\$. Le niveau de capitalisation de 70 000 000\$ est maintenant atteint et l'historique des réclamations des dernières années nous permet d'envisager cette baisse de façon responsable.

Frais de représentation

Il était un temps où la santé financière de l'Ordre permettait une représentation plus importante à l'échelle nationale et internationale. Aujourd'hui, nous devons revoir cette pratique afin de maintenir uniquement les initiatives qui sont en lien direct avec la mission de l'Ordre et ses engagements adoptés. Je propose de mettre fin aux frais qui ne sont plus justifiés. Il n'est pas question de négliger la promotion de la représentation de nos membres à l'extérieur, car celle-ci demeure une priorité. Mais il est clair que nous devons éviter

de multiplier les services déjà offerts et abolir les dépenses superflues.

Bachelière en administration des affaires (en finance), détentrice d'une MBA et du titre d'administrateur agréé (Adm.A), j'ai mis et mettrai mon bagage de connaissances au service du Barreau.

Pour une profession inclusive

Le Barreau doit refléter le portrait de ses membres dans les prises de positions. Dans l'octroi des mandats et dans le cadre de la constitution des comités, il doit s'assurer d'une représentativité en regard de l'ancienneté d'inscription au tableau, de la provenance géographique, de l'appartenance à un milieu ethno-culturel minoritaire, de l'équilibre homme-femme et aussi des différents champs de pratique (pratique traditionnelle et les autres, notamment les juristes de l'État, gestionnaires, enseignants, avocats en entreprise, procureurs de la Couronne...). La profession évolue. Les spécialités aussi.

Promotion de l'implication ProBono

Les avocats doivent être des vecteurs de changement. Nous devons contribuer à améliorer l'accessibilité à la justice notamment en nous impliquant dans les dossiers probono. Je propose que ces heures soient compilées à titre de formation continue obligatoire jusqu'à concurrence de 15 sur les 30 heures requises pour une période de référence, Ceux qui le préfèrent pourront continuer en complétant leur 30 heures en formation obligatoire.

Pour les jeunes avocates et avocats

J'ai été la présidente du Jeune Barreau de Québec et la bâtonnière de cette section. J'ai alors sensibilisé l'Ordre aux défis rencontrés par les jeunes dans la profession.

J'ai toujours prôné l'importance des jeunes et je poursuivrai en ce sens. Ils doivent avoir leur voix sur les plus importants comités décisionnels. Je m'engage à leur dédier un siège sur tous les comités statutaires lorsque la loi le permet.

De plus, il faut encourager, soutenir et accompagner nos jeunes membres qui rencontrent des difficultés avant de s'établir professionnellement. Il y va de leur intérêt ainsi que celui du public. Le Barreau doit favoriser, entre autres, des activités qui vont accroître leur réseau de contacts, établir des liens avec des mentors, offrir des formations adaptées à leurs besoins et

surtout à un coût minimal.

Pour une réflexion sur une mission claire

Au fil des ans, le Barreau a joué plusieurs rôles. Il s'est imposé en tant qu'acteur social, gardien des valeurs fondamentales d'une société de droit, défenseur des intérêts de ses membres et protecteur du public. Il est temps de réfléchir sur les priorités que nous souhaitons mettre de l'avant, notamment en regard de l'équilibre entre la protection des membres et celle du grand public. Je vous présente une réflexion en ce sens en vue de la mise en place des mécanismes qui s'imposent.



JURITOUR
3^e ÉDITION
L'événement cycliste en droit

Randonnée cycliste récréative et gourmande pour toute la communauté juridique avec des parcours de 40 ou 115 km
avec 200 avocats, juges, notaires et plus,
le dimanche 13 septembre 2015.



Le fondation vise à venir en aide aux personnes atteintes de fibrose kystique.



Fibrose kystique Québec

Renseignements: 514 877-6161, poste 230 ou www.juritur.net

Un barreau à votre image

Bien que l'image de l'avocat soit présentement négative dans la société québécoise en général, la majorité des justiciables rapportent une expérience positive lors d'un contact avec un avocat. Le Barreau du Québec doit donc assumer une mission d'éducation afin que cette réalité se reflète dans la perception du public, tout en prenant acte de la façon dont la profession répond aux besoins juridiques de la population et s'adapte afin de rester un intervenant de justice pertinent.

Rôle de vulgarisateur juridique en chef

Nous croyons que le Barreau du Québec doit intervenir comme institution dans le débat public afin de bien vulgariser les enjeux juridiques, incluant le rôle des avocats dans certains dossiers. Ces interventions doivent être neutres et informatives, puisque le grand public peine parfois à s'y retrouver. Le Bâtonnier du Québec doit être l'intervenant de choix dans les médias dès qu'une problématique juridique d'intérêt est soulevée. Son rôle doit consister à expliquer les questions juridiques afin de démystifier le système judiciaire. L'image de l'avocat ne pourra qu'en être rehaussée.

Bâtir une image positive, en s'écartant de l'image de l'avocat de litige en perpétuelle confrontation

L'avocat, que ce soit dans les œuvres de fiction ou par les contacts que les gens ont avec lui, est souvent associé à un litige, qu'il soit criminel, familial ou civil. C'est donc à un contexte hostile et de confrontation que le public associe l'avocat. Or, l'avocat est bien plus qu'un plaideur. En promouvant les autres champs d'action de la profession, le public ne pourra que constater le rôle diversifié et fondamental que joue l'avocat dans la société. En assumant des fonctions de conseil et d'interprétation du droit, il se positionne en amont des problèmes et représente un vecteur de solutions, qui



Luc Deshaies

permet d'identifier la meilleure façon de solutionner un enjeu juridique.

Prise de position au nom de la protection du public : l'avocat de l'intérêt public

Le Barreau du Québec doit continuer à jouer un rôle fondamental dans la protection du public, notamment à l'égard de la législation. Le public doit également être informé que le Barreau prend très régulièrement position pour rappeler le respect des libertés fondamentales, le respect des minorités, la cohérence de notre système de droit et l'adoption de règles faciles à comprendre et à appliquer pour les justiciables.

Rétablir les bonnes relations entre collègues

Le climat parfois tendu en matière criminelle ou familiale par exemple, peut amener les relations entre collègues à s'envenimer. Nous espérons pouvoir favoriser le dialogue afin que les relations s'améliorent puisque suivant l'adage, les clients passent, mais les confrères restent. La courtoisie entre collègues s'avère primordiale et nous devons l'encourager.

Me Luc Deshaies, candidat au poste de Bâtonnier du Québec

Luc pratique au cabinet **Gowlings** en droit du travail et de l'emploi depuis bientôt 30 ans. Il a dirigé le groupe de pratique nationale de droit de l'emploi et droit du travail de son cabinet, qui comptait une cinquantaine de professionnels. Il entretient d'excellentes relations avec ses collègues dans son domaine de pratique.

Il occupe successivement le poste de conseiller, de premier conseiller et puis finalement de bâtonnier de Montréal pour un mandat qui s'est terminé en mai 2014. Pendant ces mandats, il a tenté de rajeunir l'image du Barreau de Montréal et de rapprocher les avocats sans toge, soit les avocats œuvrant en droit des affaires et ceux œuvrant en droit du travail. Luc a présidé le premier Conseil du Barreau de Montréal à majorité féminine en 147 ans d'histoire.

Il est un membre actif de l'American Bar Association et de

l'International Bar Association (ABA et IBA) et a été désigné par le Barreau du Québec comme représentant canadien à l'Union internationale des avocats.

Au cours des trois dernières années, il a été conférencier à l'Association du Barreau canadien, au Barreau du Québec, à la Conférence des arbitres du Québec, à l'Association du Jeune Barreau de Montréal, au Barreau de Paris, au Barreau de Toulouse, au Barreau du Saguenay-Lac-St-Jean et bientôt au Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue. Il a enseigné pendant près de 15 ans à L'École du Barreau.

Il est reconnu par The Best Lawyers in Canada® depuis 2010 et a reçu la distinction Starbucks International Excellence in Diversity Award en 2013.

Il est marié à Me Natalie Bussière.

Visitez notre site Internet : www.netc.net

@netCOMMUNICATIONS Inc.

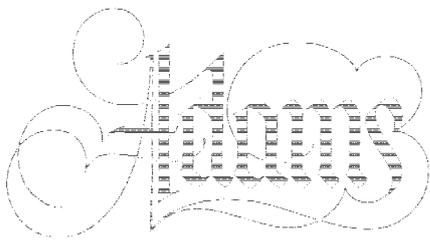
Votre partenaire stratégique pour des solutions Internet et mobiles à l'avant-garde de la technologie



Nos services

Stratégies et SEO
Commerce et affaires électroniques
Développement de sites internet et mobiles
Développement d'applications mobiles
Réseaux Sociaux
Hébergement
Accès Internet haute vitesse
Soutien technique Web et informatique personnalisé

info@netc.net | 514.871.1844 | 450.346.3401



DEPUIS 1850

GRAVURES ADAMS INTERNATIONAL LTÉE

POUR TOUS VOS BESOINS EN IMPRIMERIE

IMPRIMER, GRAVER, ESTAMPAGE À CHAUD, GAUFREUR

EN-TÊTES DE LETTRES
ENVELOPPES
CARTES D'AFFAIRES

INVITATIONS
ANNONCES
COUVERTURES, ETC.

SYSTÈME DE GESTION DE COMMANDES EN LIGNE

**S.V.P. COMMUNIQUER AVEC NOUS
POUR RECEVOIR DES ÉCHANTILLONS
GRATUITS OU UNE SOUMISSION**

5690, BOUL. THIMENS
ST-LAURENT, QUÉ. H4R 2K9
FAX (514) 937-9316
TÉL. (514) 937-7744
adamsoe@adamsengraving.com

MONTRÉAL & TORONTO
1-888-232-6729

Me Ian Solloway : Me Gentleman



Me Ian Solloway

La délicatesse, la prévenance, l'amabilité et le dévouement de Me Ian Solloway méritent d'emblée mention. Les manières de cet avocat d'expérience et plaideur aguerrri sont respectueuses et remplies d'égards pour ses semblables, donnant ainsi un nom et un visage à la courtoisie professionnelle. Pas étonnant, donc, que le Conseil du Barreau de Montréal, après consultations du comité sur la Médaille et le Mérite et de la Conférence des anciens bâtonniers, ait décidé de lui remettre le Mérite 2015 du Barreau de Montréal, afin de souligner sa contribution exceptionnelle aux travaux du Barreau de Montréal.

Le bâtonnier Greg Moore ne tarit pas d'éloges à l'endroit du récipiendaire du Mérite, précisant « qu'à titre de président de l'English-Speaking Section du Barreau de Montréal depuis sept ans, Me Ian Solloway a insufflé une nouvelle énergie au groupe, alors qu'un nombre sans cesse grandissant d'anglophones participent aux comités et activités du Barreau et de son Conseil ».

Voir suite www.FiguresdeMaitres/BarreaudeMontreal

Travaux au salon des avocats

La Société québécoise des infrastructures (SQI) effectue des travaux importants au Palais de Justice de Montréal en raison d'une infiltration d'eau majeure. Une partie du plafond, un mur et quelques pièces du mobilier du Salon des avocats ont été touchés et devront être remplacés. Pour ce faire, la SQI doit fermer une partie du Salon pendant plusieurs mois (réouverture prévue : septembre 2015).

Veillez noter que la partie Salon du Salon des avocats demeure intouchée. Une table et des chaises y seront ajoutées, mais on continuera d'offrir les mêmes services.

Dans la deuxième partie (centre d'affaires), les espaces de travail seront réaménagés de façon à maximiser l'espace afin d'offrir le plus grand nombre de postes de travail possible, incluant l'accès aux téléphones.

Vous comprendrez que cette situation est hors de notre contrôle et nous nous excusons des inconvénients qu'occasionnent ces travaux aux utilisateurs du Salon des avocats.

La Direction

Sénateur Pierre-Claude Nolin

Le sénateur Nolin a été nommé au Sénat par le premier ministre Mulroney le 18 juin 1993. Il représente la division sénatoriale De Salaberry (Québec). Né à Montréal le 30 octobre 1950, il a obtenu une licence en droit de l'Université d'Ottawa en 1976 et mène une carrière d'avocat depuis lors. Il est marié et père de trois enfants.

Depuis son entrée au Sénat, il a fait partie de nombreux comités, dont le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration, le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense, le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, le Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, le Comité permanent du règlement, procédure et droits du Parlement, le Comité spécial du Sénat sur la Loi antiterroriste et le Comité spécial du Sénat sur les drogues illicites. Il a occupé divers postes de commande au sein du Parti conservateur depuis 1984.

Le sénateur Nolin a joint les rangs de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, autrefois l'Assemblée de l'Atlantique Nord, en 1994. Il a occupé diverses fonctions au sein du Comité des sciences et de la technologie : rapporteur spécial sur le Partenariat pour la paix (1994-1996); vice-président (1996-2000); président (2000-2004); rapporteur général



(2004-2009); rapporteur spécial sur le changement climatique (2004-2014) et rapporteur spécial sur les systèmes militaires sans pilote (2009-2014). Il a aussi servi au Bureau de l'Assemblée à titre de vice-président pour l'Amérique du Nord (2004-2006); de président du Groupe de travail sur la réforme de l'Assemblée parlementaire (2005-2014) et de Trésorier (2007-2014).

Depuis 1995, le sénateur Nolin est membre du Cercle des Honoraires du Régiment de Maisonneuve. Le 4 septembre 2012, le ministre de la Défense nationale le nomme

Lieutenant-colonel Honoraire du Régiment de Maisonneuve. Il est nommé Commandeur de l'Ordre de St-Lazare le 9 mai 2014.

Le 20 novembre 2013, il est élu Président intérimaire du Sénat à l'unanimité par ses pairs.



MNP
SENCRL srl

**Des affaires toujours plus complexes.
Présentez-vous avec un dossier solide.**

Notre équipe évaluation d'entreprises, de juricomptabilité et de soutien en cas de litige peut vous aider au moyen de rapports financiers clairs et concis qui étofferont votre dossier.

Communiquez avec nous au 514.861.9724



Le Barreau du Québec honore trois avocats et un organisme

Le Barreau du Québec dévoile les noms des lauréats du Mérite du Barreau pour l'année 2015. Cette année, ces distinctions honorifiques sont attribuées à Me Martin Cauchon, Me Jean-Guy Ouellet et Me Michèle Rivet, alors que le Mérite Innovations est remis au Laboratoire de cyberjustice.

Le Mérite du Barreau est décerné à un membre qui se distingue par l'accomplissement d'un haut fait professionnel, son dévouement à la cause du Barreau du Québec, son engagement dans la défense des intérêts de la justice ou son engagement social. Le Mérite Innovations récompense les membres et les organisations qui mettent en place des solutions pour améliorer l'accès à la justice ou pour faciliter l'administration de la justice.

La cérémonie officielle durant laquelle seront remis ces Mérite du Barreau aura lieu le mercredi 10 juin 2015, à 16 h, lors de l'ouverture du Congrès annuel du Barreau du Québec, au Manoir Richelieu à La Malbaie.

Me Martin Cauchon | Des défis et des enjeux politiques

Admis au Barreau du Québec en 1985, Me Martin Cauchon a mené une partie de sa carrière dans l'arène politique. Me Cauchon a été élu député de la circonscription fédérale d'Outremont en 1993, puis il a occupé différents postes au sein du gouvernement canadien, notamment à titre de secrétaire d'État, ministre du Revenu national, ministre de la Justice, procureur général du Canada et ministre responsable du Québec. En 2013, il a été candidat officiel à la course au leadership du Parti libéral du Canada.

Pour Martin Cauchon, le parcours politique, jumelé à l'expérience de titulaire de portefeuilles ministériels, a contribué à approfondir ses connaissances sur une variété d'enjeux tels les défis que rencontrent les entreprises dans un contexte d'une économie du savoir et de mondialisation



Martin Cauchon

des marchés, les partenariats à l'échelle provinciale, nationale et internationale, et les droits de la personne.

Sur le plan international, Me Cauchon a établi d'étroites relations avec nombre d'interlocuteurs en Chine et développé une connaissance exhaustive du marché chinois. Martin Cauchon a été identifié comme l'un des meilleurs avocats dans le domaine du droit du commerce et du financement international dans l'édition 2014 du répertoire *The Best Lawyers in Canada*.

Me Cauchon est détenteur d'une maîtrise en droit des affaires internationales de l'University of Exeter, au Royaume-Uni, et il siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés. Il est également vice-président du Conseil d'affaires Canada-Chine, un regroupement d'entreprises qui se veut la voix de la communauté d'affaires canadienne sur les questions de commerce et d'investissements sino-canadiens.

Me Jean-Guy Ouellet | La promotion de la justice sociale

Depuis son admission au Barreau, en 1982, Me Jean-Guy

Ouellet travaille à la défense des personnes démunies et à la promotion de la justice sociale, qui est au cœur de sa motivation professionnelle. Il fait notamment entendre la voix de personnes vulnérables face à l'État ou à leur employeur, dans le souci de concrétiser l'idéal de justice qui l'habite et qui guide son action.

Me Ouellet a pris part aux débats majeurs et innovateurs en matière de droits et libertés fondamentales, ainsi qu'à plusieurs luttes importantes relativement à l'ajustement des barèmes d'aide juridique, au respect de l'équité en matière de réglementation de l'aide de dernier recours ou de dénonciation des détournements de la Caisse d'assurance-emploi, entre autres. Au fil des décennies, il est devenu la référence et la mémoire historique du droit social au Québec.

De 2004 à 2013, Me Ouellet a assumé la présidence du Comité des droits de la personne du Barreau du Québec. Que ce soit pour lever les obstacles d'ordre juridictionnel qui se dressent sur la voie des victimes de discrimination, pour favoriser leur pleine inclusion à la société québécoise ou encore pour défendre les libertés fondamentales des citoyens face au pouvoir, Jean-Guy Ouellet n'a ménagé aucun effort pour mobiliser les forces vives de l'institution.

Au cours de sa carrière, Me Jean-Guy Ouellet a donné des formations de droit social auprès d'organismes communautaires ou syndicaux et il enseigne le droit social au Département des sciences juridiques de l'UQÀM depuis 1991. Il a aussi joué le rôle de mentor auprès de jeunes juristes engagés pour la justice sociale et l'accès à la justice.

Me Michèle Rivet | Source d'inspiration et rayonnement international

Me Michèle Rivet détient une maîtrise en droit privé de l'Université de Paris et elle est membre du Barreau du Québec depuis 1965. Me Rivet a d'abord été avocate en pratique privée, puis elle a enseigné le droit à l'Université Laval. Juge à la Cour du Québec, au Tribunal de la Jeunesse (1981 à 1987), commissaire à la Commission de réforme du droit et première présidente du Tribunal des droits de la personne du Québec, un poste qu'elle a occupé de 1990 à 2010, Me Rivet a été, à toutes les étapes de sa carrière, un modèle pour les avocates et les avocats.

Son parcours est jalonné de nombreuses publications et conférences sur les questions d'égalité et de discrimination en milieu de travail, le

rôle des femmes dans le monde du travail, les droits des travailleurs immigrants, le suicide assisté et l'euthanasie, les droits de l'enfant, ainsi que sur la réforme de la justice dans les pays en transition.

Me Rivet a travaillé à la Commission internationale des juristes, où elle a été commissaire et vice-présidente. En 2005, l'Université d'Ottawa lui attribuait un doctorat honoris causa et soulignait son apport exceptionnel au développement des droits de la personne au Québec et au Canada, sa contribution majeure à la promotion de l'indépendance et de l'impartialité de la magistrature, ainsi qu'à la protection des droits de la personne dans les pays de l'ex-Yougoslavie. Me Rivet a par ailleurs mis en œuvre avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), trois projets de réforme judiciaire qui ont



CONGRÈS ANNUEL 2015
Spécial 35^e anniversaire!!!

19 juin 2015
Palais des congrès, Montréal

**Nombreuses conférences juridiques – Assemblée annuelle –
Réseautage – Souper croisière avec spectacle d'humour
et bien plus!**

**Pour plus d'informations, communiquez avec nous à
info@cplegal.ca ou visitez le site www.cplegal.ca**

profité à des pays de l'Europe du Sud-Est.

Mérite Innovations au Laboratoire de cyberjustice | La technologie au service de la justice

Créé en 2010 par Me Karim Benyekhlef, de l'Université de Montréal, et Me Fabien Gélinas, de l'Université McGill, le Laboratoire de cyberjustice est un espace de réflexion et de création destiné à modéliser et repenser les processus de justice. Composée de chercheurs, d'étudiants et de professionnels qualifiés, l'équipe du Laboratoire de cyberjustice se consacre, d'une part, à la recherche afin de développer des solutions concrètes aux problématiques affectant l'administration de la justice (coûts, délais, complexité, etc.) par les technologies de l'information et des communications. En outre, le Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice pour développer de nouvelles générations de logiciels qui facilitent le traitement et les solutions judiciaires et extrajudiciaires aux conflits tout en tenant compte de la complexité des paramètres juridiques en vigueur.

Ainsi, la plateforme d'aide aux règlements des litiges en ligne explore le potentiel des nouvelles technologies afin

d'améliorer le règlement des conflits de basse intensité en diminuant leurs coûts et leurs délais de traitement. L'interface de salle d'audience est un logiciel qui met en réseau tous les acteurs du procès (juge, avocats et parties) et leur permet d'accéder, par le biais d'une tablette numérique ou d'un téléphone intelligent, à une interface personnalisée afin de contrôler, au moment approprié, les fonctions pertinentes de la salle d'audience telles la caméra, le micro, le dossier judiciaire ou l'affichage de la preuve. Le greffe électronique est quant à lui une application de gestion de dossiers judiciaires pour répondre au contexte d'une cour de justice, incluant la gestion des parties, de leurs représentants, ainsi que le dépôt électronique des documents.

L'infrastructure de recherche du Laboratoire de cyberjustice est composée d'une salle d'audience à la fine pointe de la technologie pour la tenue de procès et de simulations, d'un laboratoire informatique, d'une régie audiovisuelle, d'une salle de serveurs où sont développés les modules logiciels, ainsi que d'une salle d'audience mobile pour l'étude des incidences de l'utilisation de la visioconférence et des échanges d'information à distance dans un contexte judiciaire.

ÉVALUATION FONCIÈRE :

Un livre pour épargner énergie, temps et argent

Pierre Delisle et Joseph-André Roy, avocats chez BCF et experts en fiscalité locale, ont écrit un nouvel ouvrage intitulé « La fiscalité locale : municipale, scolaire et régionale », publié aux éditions Wolters Kluwer Québec.

Dans leur livre, Pierre Delisle et Joseph-André Roy expliquent en des termes simples et clairs les règles concernant la confection du rôle l'évaluation foncière ainsi que les recours prévus à la loi pour contester ce rôle ou une inscription y apparaissant. Ils traitent également du budget, des taxes, des tarifications, des compensations, des emprunts et de leur relation avec l'évaluation foncière. De plus, les auteurs exposent les obligations des gouvernements fédéral et provincial de verser aux municipalités locales des montants qui tiennent lieu d'impôts fonciers. Enfin, ils abordent le financement des organismes supralocaux et les pouvoirs de taxation des commissions scolaires.

Ce livre se veut un guide pour tous les propriétaires fonciers, les promoteurs immobiliers, les élus et fonctionnaires municipaux ainsi que pour leurs conseillers juridiques, avocats ou notaires.

Par la publication de leur livre, Pierre Delisle et Joseph-André Roy apportent un éclairage sur les différentes lois accordant aux municipalités locales et aux commissions scolaires le droit d'imposer des taxes, compensations, tarifications, droits, etc. Les propriétaires fonciers, les promoteurs immobiliers et les municipalités locales pourront avec cet ouvrage épargner énergie, temps et argent lors de la réalisation de projets. Tous pourront comprendre les différents pouvoirs des municipalités locales en matière d'évaluation et de taxation.

Pierre Delisle exerce en droit public et en droit immobilier depuis 1969, Joseph-André Roy depuis 2007.

Demandez une experte

Coco Chanel a déjà mentionné que "des temps difficiles apportent un désir pour l'authenticité". Pour faire suite à cette sage pensée, les gens de plus en plus sont intéressés à faire des investissements tangibles comme les beaux-arts et les bijoux.

D'après certaines sources, le nombre de gens riches augmente.- mondialement, il y a plus de 12 millions de millionnaires et environ 2,000 milliardaires. Ces gens riches et chanceux veulent posséder les choses les plus belles et les plus rares. De plus, au lieu d'investir seulement dans les marchés financiers ou l'immobilier, ils prennent plaisir à posséder des choses tangibles, telles que tableaux et bijoux aussi bien que de grands vins et des automobiles de collection.

2014 a été une excellente année pour la bijouterie en général. Ce n'est par hasard que 2014 a été surnommée "l'année la plus chère", c'est parce que les articles de luxe les plus dispendieux ont été vendus. Par exemple, une pièce comme une montre de poche de Patek Philippe Super Complication qui a été mise aux enchères et vendue pour 24 millions\$.

Quels sont les bijoux les plus convoités et vendus chez les encanteurs tels que Christie's et Sotheby's ? Les diamants

Gemmologue certifiée, EGM Évaluateur de
Bijoux et de Pierres
Jewelry Olga (Bijoux de design de perles)
2122 Rue Crescent, La Maison Ishi
info@pearljewelryexpert.com
www.pearljewelryexpert.com
514-884-4980 Sur rendez-vous seulement



de couleurs, les gros diamants, les bijoux avec la provenance connue ou signés par des maisons reconnues comme Van Cleef & Arpels, Cartier ou Bulgari.

Par exemple, Sotheby à Hong Kong, un diamant rose Fancy Vivid (avec saturation très prononcée), de 8.41 carat, fut mis à l'encan et adjugé pour le prix de 17.8 millions\$: cette vente a établi un nouveau record mondial pour une vente à l'encan pour ce type de diamant.

Ce n'est pas par hasard que ce diamant est allé chercher un prix si considérable - les diamants roses sont parmi les plus rares joyaux au monde - 90% d'entre eux, viennent



*Créations sur mesure
et designs originaux
de bijoux de perles*

514.884.4980
info@pearljewelryexpert.com
www.pearljewelryexpert.com

Sur rendez-vous seulement:
2122 Rue Crescent, Montreal
(Boutique La Maison ISHI)

de la mine d'Argyle en Australie. On dit que la mine sera fermée en 2020. Ce qui veut dire que l'approvisionnement demeure très limité.

De plus, généralement, les diamants roses sont petits, moins de 20 points avec une faible pureté et une couleur pâle. Selon Sotheby's, seulement 0.1%, des vingt millions de carats bruts produits annuellement, est rose, et la production finale annuelle de ces magnifiques diamants

représente à peine une poignée de diamants dans le creux de votre main.

Aussi bien, des perles naturelles et certaines pierres de couleurs comme de gros rubis et des saphirs ont été vendus à des prix records.

En ce qui regarde les pierres de couleurs, leur provenance joue un rôle prépondérant - les rubis de Birmanie et les

Regards 360° 10/11/12 juin à La Malbaie - Coup



Me Richard Pouna

REGARDS 360°. « C'est avec un enthousiasme que je veux contagieux que j'invite nos membres à participer nombreux au Congrès 2015, notre grand rendez-vous annuel, lance Me Bernard Synnott, bâtonnier du Québec. REGARDS 360° est une proposition ambi-

teuse et stimulante : à la fois tour d'horizon vitaminé de la pratique du droit et temps de pause pour prendre du recul, réfléchir sur l'état des droits de la personne, anticiper et préparer l'avenir de notre profession. »

Un événement qui irradie dans toutes les directions

Événement phare du Barreau du Québec, le Congrès annuel projette cette année un éclairage tous azimuts afin de scruter autant la pluralité des champs de pratique du droit que la diversité des communautés juridiques. Sous les rubriques Tendances, Habiletés, Savoirs et Nouvelles législations, quelque 68 ateliers de formation continue reconnue sont proposés aux membres du Barreau, et deux ateliers hors-série marquent de leurs thèmes respectifs la programmation. Une nouveauté cette année : en marge du Manoir Richelieu, lieu où se déroulera le Congrès, une tente accueillera les participants pour échanger, favoriser le réseautage, le ressourcement et la convivialité. En somme, REGARDS 360° a de quoi nourrir les plus avides regards des juristes !

Se postant à la fine pointe des connaissances de l'heure, REGARDS 360° est une formidable collection d'ateliers et d'expertises qui regroupe pendant trois jours des ju-



ristes chevronnés dans leurs domaines de droit. REGARDS 360° sur le passé et le futur, allant de la Magna Carta, qui célèbre cette année son 800e anniversaire au vent de changement insufflé par le nouveau Code de procédure civile. REGARDS 360° sur différents

champs de pratique, particulièrement sur les aspects sociaux du droit en considérant la réalité des aînés, des plus jeunes, des minorités et des plus défavorisés. REGARDS 360° également sur les principaux enjeux liés à l'exercice de la profession d'avocat, et sur l'accès à un avocat et éventuellement à un tribunal.

Des ateliers pour tous les avocats et une tente pour changer le regard

Les champs de la pratique juridique couverts sont nombreux : pratique et développement professionnel, droit et contexte social, droit et technologie, éthique et professionnalisme, droit administratif, faillite et insolvabilité, droit des affaires, droit criminel.

Semblable à un igloo techno, un chapiteau prenant la forme d'un dôme a été prévu pour permettre la tenue de diverses activités de réflexion, de débats, de mentorat et d'échanges. Ce sont les Tent-Talks tels qu'imaginés par le Comité Congrès 2015. Parmi les présentations d'intérêt, mentionnons deux présentations de type Ted Talk, soit Leadership au-delà des frontières, avec Me Martin Cauchon (DS Welch Bussières), et Leadership calibre international avec Me Dick Pound, Ad. E. (Stikeman Elliot), ainsi que Conversation avec des aînés autochtones (E-

saphirs du Cachemire sont considérés comme la crème de la crème. Par exemple, un fameux rubis en provenance de Birmanie, appelé Le rubis Graff de 8.62 carats, a été vendu chez Sotheby's à Genève pour un montant de 8.6 millions\$, représentant 997,727\$ par carat. Sa couleur est appelé sang-de-pigeon, elle est rouge vif avec une nuance de bleu, la plus convoitée pour un rubis.

Ce qui est vendu chez Sotheby's et Christie's est le re-

flet des tendances courantes des gens riches qui investissent dans des actifs tangibles comme de rares pièces de joaillerie. Comme nous l'avons vu, il y a de bonnes raisons pourquoi des prix astronomiques ont été payés, à ces fameux mises à l'encan de ces bijoux exceptionnels et uniques.

Notre prochaine chronique portera sur les prix étourdissants des diamants de couleurs.

d'œil sur le Congrès 2015 du Barreau du Québec

ders' conversation) Leadership et bien commun, avec Dominique Rankin et Marie-Josée Tardif, et Le droit et la solidarité pour faire une différence et changer des vies ou comment les avocats peuvent faire face aux crimes contre l'humanité et autres atrocités qui affligent notre monde, avec Me Pascal Paradis, Ad. E., directeur général d'Avocats sans frontières Canada.

Faits saillants du Congrès

L'ouverture officielle du Congrès sera suivie, le mercredi 10 juin, par la remise des Mérites du Barreau du Québec. Deux ateliers hors-série constituent les pièces maîtresses du congrès REGARDS 360°. Avec Regards sur les droits de la personne et autochtones, le mercredi 10 juin à 13 h, Phil Fontaine, officier de l'Ordre du Canada et Chef de l'Assemblée des Premières nations (1997-2000 et 2003-2009), rappelle que les Autochtones doivent être intégrés à l'avenir du Canada. Le Chef Fontaine abordera les manières d'apporter des solutions aux problèmes des communautés autochtones, en cette période de transformation où le développement du Nord canadien est un enjeu de taille et où le développement économique devient l'un des leviers pour propulser les communautés autochtones dans la société canadienne.

La juge en chef du Québec, l'honorable Nicole Duval Hesler, plongera pour sa part au cœur de la Magna Carta avec Regard sur la Magna Carta, le vendredi 12 juin à 14 h. On célébrera ce jour-là le 800e anniversaire de ce document historique. La juge Duval Hesler reviendra sur l'histoire de Magna Carta afin de comprendre l'impact de ce document sur l'évolution des droits de la personne ici et ailleurs. Suivra une table ronde sur le sujet avec trois professeurs éméri-

tes. Cette année, les cérémonies de la remise de la Médaille du Barreau et de la passation des pouvoirs prendront place le jeudi 11 juin, à 19 h, soit juste avant le Bal du bâtonnier qui se déroule sous le thème de Gatsby le magnifique. Il est à noter que la passation des pouvoirs prend cette année un caractère historique puisqu'elle marque l'entrée en vigueur officielle de la nouvelle gouvernance du Barreau du Québec, avec un nouveau bâtonnier élu qui sera en poste pour au moins deux ans. La double cérémonie de la Médaille et de la passation des pouvoirs sera diffusée en direct sur le site Web du Barreau. Rappelons, enfin, que c'est le vendredi 12 juin à 12 h 30 qu'aura lieu l'assemblée générale annuelle du Barreau du Québec.

Trois journées maximisées et le Salon des exposants

Au Congrès REGARDS 360°, il est possible pour les avocats de compléter quinze heures de formation reconnue grâce à la maximisation de l'offre de formation. Des ateliers de trois heures et d'une heure et demie sont prévus afin de permettre de suivre la cadence tout en participant à des activités récréatives. Les participants ont le choix de s'inscrire pour le programme complet (du mercredi au vendredi) ou à la journée. Outre les activités de formation, le Congrès tient son traditionnel Salon des exposants, rassemblant quelque 30 kiosques destinés à outiller les avocats dans leur pratique. Des dégustations de produits du terroir seront proposées au Salon des exposants durant les pauses et les cocktails. Le Congrès du Barreau propose enfin un service de garde pour enfants. Pour les membres souhaitant compléter leur formation continue en famille, il est possible de réserver un service de gardiennage en contactant le Service royal du Fairmont Le Manoir Richelieu.

Le Barreau du Québec remet le Mérite Christine-Tourigny à Me Nathalie Des Rosiers, C.M., O.Ont.

Le Barreau du Québec a le plaisir d'annoncer qu'il décerne cette année le Mérite Christine-Tourigny à Me Nathalie Des Rosiers, C.M., O.Ont., doyenne de la Section Common Law de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. La cérémonie officielle durant laquelle Me Des Rosiers se verra remettre cette distinction honorifique aura lieu le mercredi 10 juin 2015, à 16 h, lors de l'ouverture du Congrès annuel du Barreau du Québec, au Manoir Richelieu à La Malbaie.

Championne de la justice sociale, pionnière de la justice réparatrice

Avocate en droit constitutionnel et en droit des femmes, Me Nathalie Des Rosiers se distingue, notamment, par son engagement envers une meilleure justice sociale et l'avancement des libertés civiles. Tout au long d'une carrière professionnelle et universitaire exemplaire, elle a encouragé les femmes à étudier le droit et à le pratiquer, et elle les a mises en valeur de diverses façons dans un esprit d'égalité. Mais plus encore, Nathalie Des Rosiers est une pionnière dans le domaine de la justice participative et réparatrice. C'est sous sa présidence que la Commission du droit du Canada a publié, en 2003, le rapport-phare La transformation des rapports humains par la justice participative.

Nathalie Des Rosiers a été, de 2009 à 2013, l'avocate principale de l'Association canadienne des libertés civiles (ACLC), une organisation vouée à la protection des droits de la personne qui intervient également devant les tribunaux partout au Canada. En cette qualité, Me Des Rosiers a comparu à de nombreuses reprises devant le Parlement canadien et les différentes assemblées législatives. Me Des Rosiers a aussi été présidente de la Commission du droit du Canada de 2000 à 2004.

Le parcours professionnel de Me Des Rosiers a été, par ailleurs, largement dédié à la transmission des connaissances. Elle a non seulement contribué à l'enseignement du droit et à la formation des juristes, notamment en supervisant des doctorants, mais elle a également participé à la réforme du droit en Ontario et au Canada.

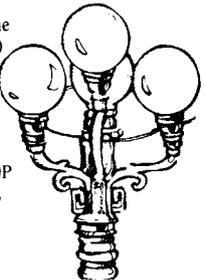
Nathalie Des Rosiers est l'auteure d'un grand nombre d'articles. Du côté des publications, la liste des titres qu'elle a signés ou auxquels elle a collaboré s'élève à plus de vingt. Parmi ceux-ci figure L'indemnisation des victimes

Le Mas des OLIVIERS

Ouvert
le dimanche
de 18 h 00
à
22 h 30

1216 BISHOP
MONTREAL

Réservation
861-6733



de violence sexuelle et conjugale, qu'elle a cosigné avec Louise Langevin. Me Des Rosiers a prononcé plus de 60 conférences, tant au Québec que dans les autres provinces, ainsi qu'aux États-Unis, à Paris, Londres, Dublin, Barcelone, Tokyo et au Bangladesh, entre autres.

Me Nathalie Des Rosiers, C.M., O.Ont., a obtenu une licence en droit de l'Université de Montréal en 1981, une maîtrise en droit de l'Université Harvard en 1984 et un doctorat honorifique du Barreau du Haut-Canada en 2004. Devenue membre du Barreau du Québec en 1982 et du Barreau du Haut-Canada en 1987, elle a pratiqué le droit dans le secteur privé jusqu'en 1987 et enseigné à l'Université de Western Ontario (1987 à 2001) et à l'Université d'Ottawa, où elle a occupé le poste de doyenne à la Faculté de droit civil de l'Université d'Ottawa et de présidente du Conseil

des doyens et doyennes du Canada. Depuis juillet 2013, elle est la doyenne de la Section de Common Law de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa où elle est également professeur titulaire.

Honorée à plusieurs reprises, Nathalie Des Rosiers a reçu, entre autres, un doctorat honorifique de l'Université catholique de Louvain (UCL) en 2012, un doctorat honorifique du Barreau du Haut-Canada, la médaille du Barreau du Haut-Canada, la NUPGE Award, et le Prix APEX pour les partenariats. Elle a été nommée parmi les 25 avocats les plus influents au Canada en 2011 et 2012 et a été désignée Personnalité de l'Année - Éducation (Radio-Canada - Le Droit) en 2004. Et elle a reçu l'Ordre du Canada en 2013, notamment pour son apport à l'avancement des libertés civiles et la promotion du français dans sa profession.

Me Nicola Dilorio en politique fédérale sous la bannière libérale

Par André Gagnon

Me Nicola Dilorio, avocat réputé en droit du travail de Montréal, a annoncé qu'il briguera l'investiture libérale fédérale dans le comté de Saint-Léonard/ Saint-Michel.

Professeur de droit du travail à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke durant quelques années et auteur spécialisé, il fut recruté par Roy Heenan lui-même cofondateur du cabinet bâti sur le droit du Travail dont il fut l'associé entre 1987 et la disparition de ce cabinet en 2014. Il s'est joint par la suite à LKD à Montréal comme associé pour poursuivre sa pratique dans ce secteur. Il a enseigné à l'École du Barreau du Québec où il était responsable de l'enseignement et de la formation en droit du travail et matières connexes.

Nicola Dilorio a côtoyé un certain Obama au cours de ses études de maîtrise en droit à New York ainsi qu'un certain Jean Charest à Sherbrooke devenu un ami proche. L'un est

aujourd'hui président des États-Unis et l'autre fut premier ministre du Québec durant plusieurs années.



Une nouvelle adresse pour Dunton Rainville à Laval.

Lors d'une soirée réunissant près de 300 personnes du monde des affaires de Laval et des Laurentides, en présence de plusieurs personnalités de la région, élus et gens d'affaires, Dunton Rainville inaugurerait officiellement, le 12 mars, ses nouveaux locaux situés au sixième étage du 3055 du boulevard Saint-Martin Ouest, édifice nouvellement construit au Centropolis.

Lors de cette soirée, les membres du cabinet ont offert aux personnes présentes une visite guidée de leurs nouvelles installations. Cette soirée a également permis aux gens présents d'échanger dans une ambiance décontractée.

Pour Dunton Rainville, ce déménagement marque une nouvelle étape dans sa présence à Laval et l'aboutissement d'un projet de relocalisation planifié et attendu depuis quelques années déjà. Le cabinet pourra donc accueillir sa clientèle de la région lavalloise et des Laurentides dans des installations mieux adaptées à ses besoins, facilement accessible à deux pas du Palais de justice et des grands axes routiers.



Photo de la réception du bureau



Me Jean-Jacques Rainville lors de son allocution



Me Louis A. Toupin, Monsieur Gilles Laporte et Me Louis-Philippe Bourgeois, CRIA, tous trois du cabinet, pris en photo dans l'un des bureaux



Photo des convives



RESTAURANT SINCLAIR



RESTAURANT-SINCLAIR.COM | 514 284.3332 | 414, RUE SAINT SULPICE, VIEUX-MONTRÉAL

EXCELLENTS TARIFS ! JUGEZ-EN PAR VOUS-MÊME



**JOIGNEZ-VOUS AUX MILLIERS DE JURISTES CANADIENS QUI DÉPENSENT
MOINS POUR LEURS ASSURANCES AUTO ET HABITATION !**

TÉLÉPHONEZ OU CLIQUEZ POUR
OBTENIR UNE SOUMISSION

1 877 314-6274

www.assurancebarreau.com

